



Mardi 13 mai

Une journée de grève, d'actions,
de manifestations



Pour sauver nos services publics



**Pour les agent.e.s qui font
(sur)vivre les services publics**

Après les cadeaux aux plus riches (qui creusent les déficits !), c'est le contexte international qui sert de prétexte pour passer à une « économie de guerre » et redoubler les **attaques antisociales** :

- **Gel de 9 milliards de crédits** qui s'ajoutent aux 30 milliards d'économie en 2025 ;
- Une nouvelle **coupe de 40 milliards** envisagée pour 2026 ;
- **Baisse de plus de 2 milliards du budget** pour les collectivités locales et **hausse des cotisations des collectivités pour la retraite** à hauteur de 800 millions, prétexte à des suppressions de postes et à des privatisations de missions de service public ;
- **Le refus d'abroger la réforme des retraites** et la volonté de **remplacer les cotisations (des patrons) par une « TVA sociale »** l'impôt le plus injuste pour (détruire) la protection sociale ;
- **Des salaires toujours plus bas pour les agent.e.s** avec le **gel du point d'indice**, le **déremboursement des arrêts maladie (de 100% à 90%)** s'ajoutant au **jour de carence**, **suppression de la prime pouvoir d'achat** et une **taxe d'1 milliard sur les mutuelles**.

La casse des services publics, c'est pas automatique !

Mépris et hypocrisie, ça suffit !

Solidaires
Fonction Publique

Le service public est notre bien commun le plus précieux.



Ne les laissons pas tout détruire !



Le 13 mai,

14h Gare de Valence ville

on déferle pour gagner :



Des moyens pour un service public qui répondent aux besoins de tou.te.s (parlons des recettes possibles : l'égalité femme/homme, contribution sur les dividendes, lutte contre la fraude patronale aux cotisations...);



des **créations d'emplois** à la hauteur des besoins, permettant d'améliorer les conditions de travail et de redonner les moyens au service public d'assurer ses missions pour l'intérêt du plus grand nombre ;



zéro jour de carence et maintien de 100 % du salaire en cas de maladie ordinaire ;



la reconnaissance de nos métiers par la **revalorisation du point d'indice** et des carrières par des mesures générales ;



le **versement de la GIPA** (garantie individuelle du pouvoir d'achat) en 2025 ;



en finir avec la précarité avec un plan de **titularisation**.